



Communiqué de presse

Pour publication immédiate

## Jeunes et santé mentale : médicalisation à outrance!

---

### 250 organisations et 1000 personnes réclament la tenue d'une commission politique

**Montréal, 9 septembre 2018-** Diagnostics psychiatriques en hausse, recours à outrance à la médication psychotrope, difficultés d'accès aux services d'aide et de soutien psychosociaux, l'heure n'est plus aux solutions au compte-goutte, estime le Mouvement Jeunes et santé mentale. Soutenu par un vaste réseau d'organisations, incluant l'Ordre des travailleurs sociaux et thérapeutes conjugaux et familiaux du Québec, l'Association des travailleurs et travailleuses de rue du Québec et le Regroupement des organismes communautaires québécois de lutte au décrochage, le Mouvement invite les partis politiques à s'engager à tenir une commission sur la médicalisation des problèmes sociaux des jeunes.

«Nous sommes de plus en plus nombreux à nous demander par quelle manière les difficultés scolaires, familiales, relationnelles, économiques et existentielles sont devenues des pathologies à traiter avec des moyens pharmacologiques. Et la médication, on en ignore souvent les impacts à long terme chez les jeunes!», s'interroge Anne-Marie Boucher, porte-parole du Mouvement Jeunes et santé mentale, tout en précisant qu'une commission politique permettrait de cerner l'ampleur de la médicalisation des difficultés des jeunes, ses causes et ses effets, mais surtout d'élaborer des pistes de solutions, en réunissant l'ensemble des acteurs concernés.

Plus de [250 organisations et un millier de personnes](#) ont adhéré à la [déclaration commune](#) du Mouvement Jeunes et santé mentale par laquelle une commission politique est notamment réclamée.

L'Ordre des travailleurs sociaux et des thérapeutes conjugaux et familiaux du Québec (OTSTCFQ) s'inquiète du nombre grandissant de jeunes souffrant de problèmes de santé mentale qui sont dirigés vers la filière médicale alors que la réponse à leurs besoins se retrouve du côté des services sociaux. Parce qu'il croit fermement que cette situation est préoccupante, l'OTSTCFQ se joint au Mouvement Jeunes et santé mentale afin de réclamer un débat public et des engagements solides du gouvernement.

Pour sa part, l'Association des travailleurs et travailleuses de rue du Québec (ATTRueQ) fait valoir que des barrières, qu'elles soient structurelles ou encore économiques, font en sorte de limiter la portée et l'accessibilité des services d'aide et de soutien psychosociaux. L'Association

exprime sa préoccupation face à la médicalisation des jeunes qui sont souvent confrontés à des problématiques multiples et complexes.

« Le diagnostic, qui a pour effet de réduire l'identité à un trouble, est un frein à l'apprentissage : 40% des élèves HDAA quittent l'école sans diplôme ni qualification, on devrait donc s'en éloigner pour plutôt se concentrer sur les réels besoins des élèves », spécifie Marie-Ève Carpentier, responsable de la vie associative et des communications au Regroupement des organismes communautaires québécois de lutte au décrochage.

Le Mouvement Jeunes et santé mentale assoit ses revendications sur le résultat d'une large consultation ayant rejoint 160 jeunes et 150 personnes intervenantes partout au Québec. La majorité des jeunes consultés estimaient que le diagnostic tombe trop rapidement, sans qu'ils se sentent écoutés, respectés et que le médicament est souvent la seule aide proposée. Les jeunes dénonçaient également que le diagnostic soit nécessaire pour accéder aux services, alors que ce dernier a un effet stigmatisant et parfois discriminatoire.

Pour Leslie Woodlock, jeune militant au Mouvement, «la médication a sa place, mais prend toute la place». Il déplore également la tendance à banaliser les effets secondaires des médicaments psychotropes qui, dans son cas, ont été très difficiles à vivre. Depuis l'âge de 12 ans, on lui a prescrit «beaucoup de pilules» pour contrôler ses symptômes, dit-il, «mais aucune pour m'aider à me comprendre».

Selon la RAMQ, le nombre de jeunes de 6 à 20 ans qui ont reçu une prescription d'antidépresseurs a augmenté de près de 50 % de 2013 à 2017<sup>1</sup> et deux fois plus de jeunes Québécois de 12 à 18 ans prenaient des antipsychotiques en 2015 comparativement à 2005.<sup>2</sup>

Tous les partis politiques ont été interpellés par le Mouvement Jeunes et santé mentale afin que des engagements publics soient pris durant la campagne électorale.

-30-

### **Informations et entrevues (français et anglais) :**

Anne-Marie Boucher, porte-parole, cellulaire : 514 984-2349

Tristan Ouimet Savard, porte-parole, cellulaire : 514 996-7182

*Le Mouvement Jeunes et santé mentale vise à mettre fin à la médicalisation des difficultés et des problèmes sociaux vécues par les jeunes. Il s'adresse aux personnes de tous âges qui s'inquiètent de la santé mentale des jeunes et qui désirent une plus grande accessibilité à des services d'aide et de soutien alternatifs à la médication. Le Mouvement cherche notamment à favoriser la reconnaissance de la participation et de l'expertise des jeunes sur les questions qui les concernent. Trois organismes nationaux sont à l'origine du Mouvement: le Regroupement des auberges du cœur du Québec ([RACQ](#)), le Regroupement des ressources alternatives en santé mentale du Québec ([RRASMQ](#)) et l'Association des groupes d'intervention en défense des droits en santé mentale du Québec ([AGIDD-SMQ](#)).*

---

<sup>1</sup> [Les enfants consomment de plus en plus d'antidépresseurs](#), Ici Radio-Canada, 8 avril 2018.

<sup>2</sup> [De plus en plus de jeunes prennent des antipsychotiques](#), Ici Radio-Canada, 2 avril 2016.